

## RECENSIONS



**Xavier MOREAU**

*Ukraine : pourquoi la Russie a gagné,*

**préf. Général Dominique Delaware**

Moscou, Stratpol, 2024, 226 p.

L'analyste et le commentateur le plus précis du conflit ukrainien, de ses causes, de son déroulement et de son contexte géopolitique le plus large, propose dans ce nouvel ouvrage faisant suite à son livre à succès, *Ukraine pourquoi la France s'est trompée* (Le Rocher, 2015), un recueil tout à fait remarquable de ses connaissances et intuitions inlassablement proposées sur son site d'analyse politico-stratégique Stratpol, dans ses précédents ouvrages, ses émissions télévisées ou radiophoniques sans oublier ses innombrables conférences. Prédisant dès juin 2022 le succès russe, ce qui est facilement contrôlable en relisant ou réécoutant toutes ses interventions depuis cette date, Xavier Moreau n'a cessé de vérifier, multi-paramétrer, mettre à l'épreuve de la contradiction sa réflexion. Il aura passé des heures d'antenne à expliciter ce que ses connaissances et son intelligence lui permettaient d'appréhender et faisait de lui, l'observateur le plus sûr du déroulement de l'histoire se faisant. Expliquant qu'il avait « choisi le titre de cet ouvrage en juin 2022 » avec la certitude que « la Russie l'emporterait, même face aux forces conjuguées du régime de Kiev et de l'OTAN. Les seules questions qui se posaient alors et qui se posent encore aujourd'hui étaient de savoir à quel prix, quand et pour quels résultats. (...) les tares de l'armée otano-kiévienne que j'énumérais à l'époque – matériels inadaptés, trop lourds, trop chers ; incompétence des états-majors ukrainien ou otanien à organiser une offensive digne de ce nom – ainsi que la résilience de l'économie russe qui étaient ignorées ou moquées par les « experts » occidentaux ont été depuis rapportées dans la presse anglo-saxonne essentiellement. Le courage est un défaut que l'on n'a jamais pu reprocher aux médias de grand chemin français qui attendent prudemment plusieurs jours, voire des semaines pour mal traduire en français un article anglo-saxon qui irait contre le narratif imposé par le régime d'Emmanuel Macron. Le lecteur ne sera donc pas surpris de trouver en note de bas de page des références au *New York Times*, au *Washington Post*, au *Wall Street Journal*, à *The Economist*, etc. Depuis juin 2022, face au mur de la réalité et devant les déboires

sanglants de l'armée otano-kiévienne, ces revues constatent ce que nous observons sur les questions économiques, industrielles, militaro-industrielles et militaires. Pour quelqu'un qui maîtrisait ces domaines d'analyse la victoire de Moscou apparaissait inéluctable le 24 février 2022, quelle que soit la configuration et le niveau d'implication de ce qu'en Russie on appelle désormais « l'Occident collectif », expression qui désigne les États-Unis et leurs États-esclaves ». Force est de constater la pertinence de la démonstration sur tous les plans, des plus précis, l'utilisation et l'évolution des systèmes d'armes, l'atmosphère des états-majors, etc., jusqu'aux plus géopolitiques, tels que le bouleversement mondial vers un paradigme mondial plus eurasiatique, l'émergence d'une alternative au système international occidental, etc. Les références à la presse économique anglo-saxonne la plus spécialisée, et paradoxalement la plus sûre, viennent de la compréhension de l'auteur lui-même homme d'affaire et financier ; l'appréhension opérationnelle des éléments purement militaires est issue de son expérience d'officier parachutiste de l'armée française, ancien diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Le fil rouge de l'ouvrage fondé essentiellement sur l'erreur d'appréciation de l'OTAN et des États-Unis sur la capacité de résistance, d'adaptation et de créativité de la Russie, est tissé de la fiabilité du raisonnement issue de la mise en perspective des forces et faiblesses des acteurs en jeu, là également, du détail jusqu'aux dimensions les plus vastes de leur capacité de puissance. Xavier Moreau ne cesse de démontrer dans son livre, documents à l'appui, la transformation du monde de l'unipolarité occidentaliste essentiellement anglo-saxonne vers une pluripolarité dont la Russie, la Chine, puis les BRICS, toujours s'élargissant, sont les fers de lance. Même dans le point de force essentiel de la maîtrise de l'information, jusqu'à la guerre cognitive, les Occidentaux ont failli essentiellement par la révélation des méthodes de manipulation de l'information, parfois grossières, qui ont fait s'éloigner les États et les opinions publiques non-occidentales et les rapprocher d'une diversification de leurs relations diplomatiques et économiques, dont l'Indonésie, l'Inde et l'Arabie saoudite, pourraient être les exemples emblématiques. L'auteur démontre également que la – relative – lenteur de la progression russe relève des principes de la guerre d'attrition : plus les effectifs humains et la capacité matérielle sont détruites (celle de l'armée et des infrastructures ukrainiennes mais aussi l'affaiblissement des économies de l'OTAN et de l'UE), plus ancrée dans le temps sera la stabilisation de l'après-guerre et plus assurée est la certitude du contrôle des modalités diplomatico-stratégiques d'un accord de paix. La Russie a le temps pour elle et Xavier Moreau qui la connaît bien, situe sa compréhension dans le temps long en consacrant de nombreuses pages à son histoire parfaitement maîtrisée. Il y

a ceux, quelques-uns seulement, historiens, politistes, juristes, qui ont pu approcher par leur maîtrise du raisonnement, des connaissances de la réalité du monde et de leur capacité prospective, la chute de l'URSS avant son avènement effectif. Xavier Moreau apparaît déjà comme celui qui avait prévenu de la victoire russe sur l'OTAN mais aussi le bouleversement stratégique de la scène internationale. Un livre indispensable.

**RP**



**Samuel FURFARI**

*Énergie, mensonges d'état.*

*La destruction organisée de la compétitivité de l'UE*

Paris, L'Artilleur, 2024, 456 p.

**L'énergie facteur essentiel de développement, de prospérité et de bonne santé**

Un demi-siècle après le choc pétrolier d'octobre 1973, le monde est à nouveau confronté à un moment de fortes tensions géopolitiques et d'incertitudes pour le secteur de l'énergie qui représente près de 5 % du PIB global, soit plus de 5000 milliards de dollars, ce qui revient à plus du double des dépenses mondiales de défense.

Mais si l'on sait très bien que sans énergie il n'y a pas travail, on ne comprend pas ce qu'est réellement l'énergie, comme l'indique Samuel Furfari dans son dernier ouvrage. Un travailleur manuel qui bosse en moyenne 150 heures par mois et dont la puissance est de 100 W peut produire une activité de  $100 \text{ W} \times 150 \text{ h} = 15\,000 \text{ Wh}$ , ce qui équivaut à 1,6 litre d'essence, soit 3 euros. Le contenu énergétique des combustibles fossiles est impressionnant, ce qui pointe à quel point il est toujours difficile et coûteux de les remplacer – thèse centrale que va développer l'auteur qui a œuvré durant plus de trente ans dans la Direction Énergie de la Commission européenne à Bruxelles. À partir des données de la Banque mondiale, il montre que l'espérance de vie à la naissance dépend de la consommation moyenne d'énergie dans le pays. Or on sait bien que la consommation annuelle d'énergie est fortement inégale dans le monde : alors que l'Africain dépense une quantité d'énergie équivalente à 700 kg de pétrole par an en moyenne, l'Européen en use 3 300. Sur 570 millions d'Africains, les deux tiers n'ont pas accès à l'énergie commerciale. Du fait de la croissance démographique, de l'industrialisation et de l'urbanisation, il ne faut pas s'attendre à une réduction des émissions de  $\text{CO}_2$  et, surtout, l'auteur en déduit que la plupart des pays en développement seront réticents à suivre les pays hautement développés dans leur quête d'une transition énergétique durable. Autre

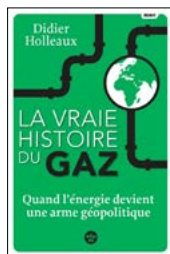
biais dénoncé par l'auteur, notre focalisation sur l'électricité, qui n'est pourtant pas l'énergie la plus utilisée, car elle ne représente que 23 % en moyenne de la consommation des énergies fossiles de l'UE, le transport 30 % et la chaleur 47 %. De là la nécessité, on y reviendra, d'appréhender la structure énergétique de manière systématique et non énergie par énergie.

Il y a des parallèles entre cette époque et aujourd'hui, où l'approvisionnement en pétrole est au centre des préoccupations dans un contexte de crise à Gaza et en mer Rouge. Mais le système énergétique mondial a changé depuis, et d'autres changements sont en train de se produire sous nos yeux. La crise de 1973-1974 était entièrement liée au pétrole, mais aujourd'hui les pressions proviennent de plusieurs domaines. Le monde a connu une crise aiguë sur les marchés du gaz naturel, causée par les réductions de l'offre de la Russie, qui ont eu de fortes répercussions sur les marchés du gaz naturel dont Didier Holleaux dresse un panorama très complet, précis et actuel. Dans le même temps, le monde est confronté à une crise climatique aiguë avec la très forte probabilité de dépassement du niveau de 1,5 °C des températures observées depuis les débuts de l'ère industrielle (1750). Une crise aux dimensions multiples exige des solutions tout aussi globales. En fin de compte, ce qu'il faut, ce n'est pas seulement diversifier les sources d'énergie, mais aussi changer le système énergétique lui-même et, par conséquent, la façon dont il est géré. Métamorphoser le système énergétique lui-même, et ce tout en maintenant la fourniture de services énergétiques abordables et sûrs. Pour cela il convient de prendre conscience de ce qu'est le système énergétique mondial, ce sur quoi nous éclaire Jean-Baptiste Fressoz dans un ouvrage novateur. Une deuxième différence entre les années 1970 et aujourd'hui est que nous disposons déjà des technologies d'énergie propre adaptées à la tâche à accomplir. Le choc pétrolier de 1973 a été un catalyseur majeur du changement, entraînant l'efficacité énergétique et l'énergie nucléaire. Mais il a fallu de nombreuses années pour les développer, comme il faudra beaucoup de temps pour conduire la transition énergétique, indique Samuel Furfari. La part des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) – actuellement de 80 % du bouquet énergétique mondial n'a baissé que de 6 % par rapport à 1979, date du second choc pétrolier. Et selon les prévisions de l'AIE d'ici 2050, leur part devrait s'établir à 60 % (la part du pétrole devrait diminuer de 14 %, celle du gaz augmenter de 6 % et celle, du charbon de 2 % alors que l'hydraulique et le nucléaire devraient se fixer à 7% chacune), la part des énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie) devant passer de 10 à 25,9 % . Or, précise-t-il, on a déjà dépensé dans le monde depuis trois décennies plus de 2000 milliards de dollars pour les énergies renouvelables, qui au cours des dix dernières années n'ont pu satisfaire que 39 % de

la progression de la demande énergétique mondiale. Dans les pays non-membres de l'OCDE, c'est même seulement 20 %. Le pourcentage des renouvelables n'est passée, entre 2009 et 2019, que de 8,7 % à 11,7 %.

D'où sa conclusion qui heurtera bien des esprits : l'écart important entre les énergies conventionnelles et les énergies solaire et éolienne ne se réduit pas, mais au contraire s'élargit. En 2021 par rapport à 2020, la consommation mondiale de pétrole aura augmenté cinq fois plus vite que la croissance des nouvelles énergies renouvelables. C'est dire qu'il faudra réaliser un effort de financement considérable, en portant les investissements dans les renouvelables à 4000 milliards de dollars en 2050.

Eugène BERG



**Didier HOLLEAUX**

***La vraie histoire du gaz***

Paris, Le Cherche midi, 2024, 264 p.

**Le gaz, énergie de transition**

Dans le scénario 2050 de l'AIE, le gaz devrait prendre la place de première énergie mondiale avec 28 % du mix énergétique mondial. À l'issue du sommet des pays exportateurs de gaz, qui s'est tenu le 2 mars en Algérie, les dirigeants ont adopté à l'unanimité la Déclaration d'Alger :

*« Nous condamnons toutes les restrictions économiques unilatérales prises sans l'approbation préalable du Conseil de sécurité des Nations Unies et toute application extra-territoriale des lois et réglementation nationales contre les États membres du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG). »* Ces restrictions *« affectent le développement et le commerce du gaz naturel et constituent une menace à la sécurité des approvisionnements en gaz naturel »* ajoute la déclaration. Les représentants du FPEG ont également revendiqué les *« droits souverains absolus et permanents des États membres sur leurs ressources en gaz naturel »*.

Si le FPEG, fondé en 2001 et qui réunit 12 pays : Algérie, Qatar, Russie, Iran, Bolivie, Égypte, Guinée équatoriale, Libye, Nigeria, Trinité-et-Tobago, Venezuela et Émirats arabes unis (la veille, les ministres du Forum avaient approuvé l'adhésion du Sénégal et de la Mauritanie à l'organisation) n'a pas le poids politique de l'OPEP, cela montre que l'or bleu – à l'instar de l'or noir – est bien devenu une arme géopolitique comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage de Didier Holleaux, fort de son

expérience de plus de 30 ans dans l'industrie du gaz, en grande partie au sein du groupe Engie dont il est l'un des directeurs généraux adjoints depuis 2015.

Didier Holleaux décrit de manière très claire les évolutions qu'a connu l'industrie du gaz, passée du gaz de distillation et des usines à gaz à l'exploitation des hydrocarbures naturels au gaz et aux bactéries, avant d'arriver à la quatrième révolution, celle de l'hydrogène (H<sub>2</sub>), dont la combustion ne produit que de l'eau. Contrairement au pétrole qui s'est diffusé dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et a été à l'origine du moteur thermique, le gaz a dû attendre la naissance des grandes conduites (1955-1965), les premières importations de gaz naturel liquéfié (GNL) et la mise en place d'un réseau européen (1965-2000) pour acquérir la place qui est la sienne. Le bilan est qu'à côté des produits pétroliers (29 %) et du charbon (27 %) le gaz occupe (avec 24 %) la troisième position du mix énergétique mondial.

Ces prolégomènes posés, l'auteur expose dans le détail la politique européenne de l'énergie avant d'en venir à la situation découlant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie : *« Lorsque la crise d'approvisionnement s'est installée en 2021, l'Europe a créé, par croyance dans les vertus du marché, un système qui préserve les coûts de transactions élevés, dans lequel l'essentiel des fournitures en gaz est indexé sur un prix à court terme, manipulable par des acteurs étrangers, et qui donne en aucun cas un signal approprié à l'investissement à long terme pour une industrie dans laquelle le développement des nouvelles ressources se compte en décennies, et non en mois. »*

Il en est résulté, on le sait, de fortes fluctuations de prix du spot du gaz. Alors que durant le Covid-19 les prix du MWh étaient tombés à 5 euros (en dessous des coûts de revient), ils se sont élevés par paliers à 30, 50-60, puis 127 euros en mars 2022, avant d'atteindre le pic de 350 euros le MWh l'été. L'Europe a dû procéder à des achats d'urgence avant de mettre en place une solide politique d'économie, de recherche de nouveaux marchés et d'impulsion des renouvelables. Les résultats semblent probants. Selon un rapport de l'IEEFA<sup>1</sup> (*Institute for Energy Economics and Financial Analysis*), la consommation européenne de gaz est tombée en 2023 à son plus bas niveau depuis 10 ans, soit à 452 milliards de m<sup>3</sup>, c'est-à-dire un niveau inférieur à sa consommation de 2014 (472 milliards de m<sup>3</sup>) : la demande de gaz a diminué de 20 % sur le continent.

---

1. IEEFA, « Europe's gas consumption falls to 10-year low as peak LNG demand nears » (rapport), *Institute for Energy Economics and Financial Analysis* (IEEFA, site internet), 21 février 2024, lien : <https://ieefa.org/articles/europes-gas-consumption-falls-10-year-low-peak-lng-demand-nears> (consulté le 16 avril 2024).

Cependant, l'Europe reste fortement importatrice de gaz naturel liquéfié (GNL) russe. Si le continent européen a acheté en premier lieu du GNL américain en 2023, soit environ 47 % du volume importé, la Russie arrivait encore en troisième position (11,9 %) juste derrière le Qatar (12,3 %). Les principaux pays européens importateurs de GNL<sup>2</sup> étaient la France, avec 17 % des importations européennes en 2023, l'Espagne (15 %) et les Pays-Bas (13 %). Selon l'IEEFA, les livraisons de GNL russe à l'Europe ont augmenté de 11 % entre 2021 et 2023. Sur cette période, les expéditions de GNL russe ont notamment plus que triplé en Belgique et elles ont doublé en Espagne. Toutefois, si l'on tient compte en parallèle de la baisse drastique des importations européennes par gazoduc<sup>3</sup>, la part de la Russie dans l'approvisionnement total en gaz de l'Europe est passée de 45 % en 2021 à 15 % en 2023.

Comme le conclut Didier Holleaux, notre avenir dépendra de notre capacité à contenir notre consommation de gaz, ce qui exige une combinaison de sobriété, d'efficacité et de maîtrise de la demande. Comme de réduire également l'impact climatique du gaz en diminuant les fuites de méthane (CH<sub>4</sub>), de stocker au maximum les émissions de CO<sub>2</sub> et de substituer le charbon par le gaz. Le gaz de demain reposera sur le bio-méthane, la gazéification des déchets, mais surtout de l'hydrogène renouvelable et bas carbone. À l'horizon 2050, un gaz presque entièrement renouvelable ou décarboné semble possible, ce qui nécessitera de gigantesques investissements.

Eugène BERG



**Jean-Baptiste FRESSOZ**

*Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie*

Paris, Seuil, 2024, 410 p.

On appréhende le plus souvent l'histoire de l'énergie comme la succession des énergies, une plus moderne et plus efficace s'étant substituée à sa précédente. Ainsi, après les ères des moulins à vent, du bois, aurait succédé celle du charbon qui aurait régné durant près de trois siècles, jusqu'aux années 1960. Lui a ensuite succédé l'ère du

2. Gaudiaut Tristan, « L'Europe est-elle en capacité d'importer du GNL ? », *Statista* (site internet), 1<sup>er</sup> décembre 2022, lien : <https://fr.statista.com/infographie/28861/pays-avec-le-plus-de-terminaux-gnl-fonctionnels-et-prevus-en-europe/> (consulté le 16 avril 2024).

3. Gautier Maxime, « Volume des importations de gaz naturel en provenance de Russie vers l'Union Européenne (UE) de la semaine 1, 2021 à la semaine 6, 2023, par route d'exportation (en millions de mètres cubes) », *Statista* (site internet), 16 février 2023, lien : <https://fr.statista.com/statistiques/1337216/volume-importation-gaz-russe-vers-europe-par-gazoduc/> (consulté le 16 avril 2024).

pétrole, apparue en vérité avec les moteurs à explosion, mais qui n'est devenue l'énergie maîtresse que bien plus tard. Après le choc pétrolier de 1973 et la crainte du pic pétrolier selon laquelle on atteindrait vite un pic de production suivi par un lent déclin, les savants, experts et industriels en vinrent à prédire l'ère de l'atome – qui, avec les surgénérateurs, mettrait fin à la pénurie des ressources. C'est dans ce cadre, en fait dès la fin des années 1960, que la communauté scientifique, principalement étatsunienne, s'est mise à parler de transition, c'est-à-dire d'un processus lent d'adaptation technologique, économique et social. L'idée est apparue qu'il fallait à peu près 50 ans pour passer d'un système énergétique à un autre.

C'est contre cette idée séduisante, car simple, d'un passage d'une énergie à une autre que s'insurge Jean-Baptiste Fressoz dans son ouvrage. Au lieu de considérer les énergies comme des entités séparées et en compétition, il dévoile l'histoire de leurs interactions et de leur interdépendance. L'enjeu est immense, car ces relations symbiotiques expliquent la permanence des énergies primaires jusqu'à nos jours et constituent des obstacles majeurs sur le chemin de la décarbonation. En effet, constate-t-il, après deux siècles de « transition énergétique » l'humanité n'a jamais brûlé autant de pétrole et de gaz, autant de charbon et de bois. Chaque année, environ 2 milliards de m<sup>3</sup> de bois sont abattus afin d'être directement consommés, soit trois fois plus qu'un siècle plus tôt. En 2019, Le bois a fourni deux fois plus d'énergie que la fission nucléaire, deux fois plus que l'hydroélectricité, deux fois plus que le solaire et l'éolien réunis. Il demeure la source primordiale de chaleur pour le tiers le plus pauvre de l'humanité – soit 2,3 milliards de personnes. Les États unis brûlent deux fois plus de bois qu'en 1960 et l'Europe trois fois plus qu'au début du xx<sup>e</sup> siècle.

Il en est de même pour le charbon, qui a été décrit comme l'énergie du xix<sup>e</sup> siècle : 96 % du charbon est sorti de terre après 1900, et l'essentiel (86 %) en Europe. Des puissances comme l'Australie et l'Indonésie en extraient aujourd'hui deux fois plus que les géants de 1900, les États-Unis et l'Angleterre. La plus forte croissance de son histoire (+300 %) a eu lieu entre 1980 et 2010. Les centrales à charbon sont plus jeunes (15 ans) que les centrales atomiques (32 ans). Depuis 1980, la consommation de charbon a été décuplée en Chine, mais a été multipliée par 12 à Taïwan et par 50 en Indonésie.

Aussi, l'impératif climatique ne commande pas une nouvelle transition énergétique, mais oblige à opérer volontairement une énorme auto-amputation énergétique : se défaire en quatre décennies de la part de l'énergie – plus des  $\frac{3}{4}$  – issue des fossiles. Samuel Furfari met le doigt où cela fait mal en écrivant que la transition



énergétique n'est possible qu'avec de l'argent gratuit. L'UE envisage de dépenser quelque 400 milliards d'euros pour diminuer ses émissions de CO<sub>2</sub>, pendant que le reste de la planète Terre va les augmenter. On le voit, l'objectif que s'étaient fixés les pères de l'Europe (« *fournir une énergie abondante et à bon marché* ») s'éloigne. Vaste débat qui illustre, une fois de plus, l'âpreté de la compétition géopolitique et géo-économique mondiale, l'énergie se retrouvant au centre de la paix et de la guerre.

Eugène BERG



**Jacques BAUD**

*Opération Déluge d'Al-Aqsa : la défaite du vainqueur*

Paris, Max Milo, 2024, 462 pages (paru le 13 mars 2024)

Voilà qu'après avoir publié, coup sur coup, trois ouvrages sur l'Ukraine en l'espace de deux années le colonel Jacques Baud sort maintenant un copieux livre sur la question palestinienne, car même s'il décrit avec minutie le déroulement des événements survenus depuis le 7 octobre 2023, son propos est plus large puisqu'il analyse ce qu'il nomme les errements de la communauté internationale vis-à-vis du peuple palestinien.

On est ébahi par tant de comptes rendus, de données, de schémas et par leur très abondante documentation. Mais notons que dans son débordement descriptif et critique l'ancien chef de la doctrine des opérations de paix des Nations Unies à New York va parfois loin. Pourquoi écrire en effet que la France a participé activement aux côtés de l'Allemagne à l'Holocauste, ce qui expliquerait sa complaisance à l'égard d'Israël ? Escamote-t-il que contrairement à l'URSS ou aux États-Unis qui ont reconnu l'État hébreu dès sa proclamation le 14 mai 1948, la France, dont le Quai d'Orsay n'était pas favorable à la solution du partage de la Palestine, ne l'a reconnu qu'en janvier 1949, précisément pour ne pas nuire à ses rapports avec les pays arabes ? Il cite d'ailleurs la fameuse intervention du général de Gaulle, de novembre 1967 sur l'occupation israélienne des territoires palestiniens, laquelle suscitera une résistance que l'on appellera « terrorisme ».

Si nous évoquons ces faits élognés, et peut-être oubliés, c'est que Jacques Baud consacre de larges passages à l'historique de la création d'Israël, qui contiennent des données rigoureuses et précieuses. Il en est ainsi du rapport de la CIA, publié le 28 novembre 1947, la veille du vote du plan de partage (Résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies). Ce rapport est d'une étonnante perspicacité car il anticipait la violence qui en découlerait :

« Même les plus conservateurs des sionistes souhaiteront obtenir tout le Néguev, la partie ouest de la Galilée, la ville de Jérusalem, et finalement toute la Palestine. Les extrémistes n'exigeront pas seulement toute la Palestine, mais voudront toute la Transjordanie... les Arabes seront accusés d'être les attaquants, quelles que soient les circonstances réelles. »

Ces rappels historiques posés, l'ouvrage examine dans le détail les quatre questions clefs : le problème des frontières, la revendication de Jérusalem, le droit au retour, et le droit à l'insurrection. Sont ensuite décrites tour à tour la politique israélienne d'occupation qui peut à ses yeux être assimilée à une politique d'apartheid, puis la lutte menée contre la résistance israélienne. L'ex-agent des services secrets suisses est à son aise et nous décortique, organigrammes à l'appui, tout l'appareil sécuritaire et de renseignement israélien, Mossad, Shabak (ou Shin Beth ou SBK), Aman, le renseignement militaire, sa fameuse unité 8200, ses commandements fonctionnels ou régionaux au nombre de cinq... Jacques Baud écrit que ces agences se sont surestimées et ont sous-estimé l'adversaire, mais pourquoi affirmer qu'elles ont été aveugles, alors que des signaux d'alerte avaient été envoyés, mais que le gouvernement Netanyahu, tout préoccupé à sa défense des colons en Cisjordanie, les avait négligés ?

Les trois quarts de l'ouvrage sont consacrés à Gaza. En une centaine de pages sont passés en revue l'histoire du Hamas, sa doctrine, la stratégie de ses interventions, sa structure et ses moyens. Mais outre le Hamas, désormais mieux connu, on trouvera une description inédite des autres mouvements, au nombre de quatorze. Du *Djihad islamiste* à l'*Armée des Partisans d'Allah*, en repassant par les *Phalanges des Martyrs d'al Aqsa*, nous sommes amplement informés. Plus de 150 pages sont consacrées à l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » puis à la riposte israélienne : l'opération « Épées de fer ». Mais pourquoi remettre en cause les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre et les imputer à des tirs israéliens ? L'armée israélienne aurait-elle tiré sur la rave partie en tuant près de 300 jeunes ? A-t-elle livré elle-même des otages au Hamas ? Ce faisant, il amoindrit le sens de son message.

Jacques Baud replace ce séisme dans son environnement régional, déplore l'absence de la diplomatie européenne, et le fait que le monde arabe a oublié ses frères. Puis, fidèle à son credo, il se demande pourquoi nous nous sommes trompés. Il estime que l'Occident passe d'échec en échec. L'Irak, l'Afghanistan, la Syrie, l'Ukraine, la Palestine, sont autant d'exemples où nous n'avons pas analysé les conflits, mais où nous avons cherché toutefois à les faire coller à nos préjugés. Il n'a pas tort sur ce point, bien qu'il s'en tienne à une seule attitude critique sans esquisser la moindre alternative.

Quoiqu'il en soit, ces importants conflits d'Ukraine et Gaza conduiront à une mutation de l'ordre mondial. Ils ne manqueront pas d'avoir une incidence sur les élections américaines et les réalignements politico-stratégiques à venir. Plus que jamais, l'Occident doit ouvrir grand ses yeux sur le reste du monde, qui ne constitue plus selon les mots du Nobel de littérature mexicain Octavio Paz, les « *faubourgs de l'histoire* ».

Eugène BERG



**Benjamin BÜRBAUMER**

***Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation***

Paris, La Découverte, 2024, 302 p.

En joignant économie et politique, cet ouvrage documenté et argumenté avec force décrypte les relations sino-américaines qui façonneront le *xxi*<sup>e</sup> siècle. En effet, comme l'a dit le chef des services secrets allemands, il convient de séparer le défi russe (l'orage) du chinois (le changement climatique). La thèse centrale de l'auteur, maître de conférences à l'IEP de Bordeaux, est simple : le capitalisme mine la mondialisation.

Le paradoxe de la montée en puissance de la Chine, c'est qu'en devenant capitaliste elle s'est trouvée contrainte à saper le processus même qui a permis son essor, à savoir la mondialisation. Cette contestation l'a placée sur les rails de la confrontation avec les États-Unis, dont il montre à quel point ils ont non seulement façonné la mondialisation, mais ont tenu à la superviser vigoureusement. C'est au cours des années 1970 aux États-Unis que les firmes subissent une grave crise de rentabilité, et qu'une bonne partie d'entre elles – les firmes multinationales financières et non financières – ont étendu de manière plus large leurs activités à l'étranger. Cette fraction du capital transnational s'est heurtée à la fois au capital national, aux syndicats et aux politiciens désireux de sauvegarder les emplois domestiques.

Soucieux de mettre fin à la crise, l'État américain ( le « *Big State* » ) a mis en œuvre le souhait le plus cher du capital transnational : la création d'un véritable marché mondial. Il endosse le rôle de superviseur en chef d'une mondialisation en construction qui a connu son âge d'or de 1990 à 2010. Au même moment, la Chine, avec Tiananmen (juin 1989), traverse une crise globale qui inaugure la voie à la transformation capitaliste du pays. Les autorités à Pékin y associent l'espoir d'une accélération du développement. L'une des composantes majeures de ce bouleversement est l'ouverture sur le reste du monde.

Les multinationales américaines ont vu l'aubaine à tirer de la disponibilité d'une main d'œuvre nombreuse, formée et en bonne santé. D'où l'alliance de circonstance improbable entre des communistes chinois et des possédants américains, qui a donné naissance à beaucoup d'illusions, comme celle de croire que l'entrée de la Chine à l'OMC en décembre 2001 allait conduire à la démocratisation progressive du pays, alors qu'avec Xi Jinping c'est l'inverse qui s'est produit. Mais si le grand capital américain est tout à fait disposé à introduire la Chine dans le marché mondial c'est à ses conditions, c'est en lui demandant d'en respecter les règles, celles qu'il a fixées. Compte tenu du poids de la Chine, de sa volonté de se hisser aux premiers rangs des grands, et son organisation politique et sociale, un tel attelage ne pouvait guère s'éterniser.

Le contrôle américain de la mondialisation repose sur de nombreux éléments : suprématie du dollar, extraterritorialité des lois, consensus de Washington, mais aussi la présence de 750 bases militaires dans 80 pays, autant de porte-avions « insubmersibles » qui ont alimenté les guerres.

Les seules interventions américaines depuis 2001 en Afghanistan, en Syrie, au Pakistan et au Yémen ont fait plus de 940 000 morts parmi les civils et les combattants. En tenant compte des décès liés aux conséquences des interventions – maladies, faim, malnutrition, destruction des systèmes de santé et des infrastructures – on passe à près de 3,7 millions !

Actuellement, près de 60 000 militaires américains se trouvent au Proche-Orient, une région que Washington voulait délaissier. C'est désormais dans la zone de l'Indopacifique que se situe l'affrontement (à venir) entre les deux puissances. Mais si leur compétition porte sur des territoires (Taiwan) ou des espaces maritimes (mer de Chine méridionale), elle revêt des dimensions plus vastes : financières, infrastructures matérielles (ports, détroits, etc.), ou encore normes et règles.

C'est avec sa vision élargie que Benjamin Bürbaumer, nous offre la possibilité de mieux cerner le contenu réel des transformations à venir, qui préoccupent légitimement, au point de donner lieu à une littérature foisonnante autour de notions comme « transition », « interrègne », « chaos », « crise hégémonique », « polycrise ». La prise en compte des infrastructures par lesquelles transitent les flux mondiaux de marchandises et de capitaux permet de comprendre davantage pourquoi, en pleine guerre en Ukraine et à Gaza, la Chine reste la priorité de Washington et de ses alliés. De tous ceux-ci et avec le même degré de solidarité vis-à-vis du protecteur américain, le récent voyage de trois jours d'Olaf Scholtz à Pékin introduit bien des nuances dans la réponse.

**Eugène BERG**



**Marc ROUSSET**

*Notre faux ami l'Amérique.*

*Pour une alliance avec la Russie*

(Préface par Piotr Tolstoï)

Paris, Librinova, 2024, 374 p.

Cet ouvrage est un plaidoyer pour une réunification européenne. Une Europe européenne se manifeste entièrement sur le continent et n'aurait logiquement aucune raison de confier sa géopolitique à une puissance extra-européenne d'outre-Atlantique. Les deux extrémités du continent sont les expressions nationales française, d'une part, et celle russe, d'autre part. C'est le rôle historique de ces deux grands pays de manifester la nécessité de cette union pan-européenne sur le fondement d'une sorte de « maison commune » diplomatico-stratégique dont les risques de conflits seraient exclus. Cette alliance s'est manifestée dans l'histoire à plusieurs reprises lors d'événements décisifs tels que la première et la deuxième guerres mondiales. La géopolitique de l'Europe est notamment amenée à considérer prioritairement le continent asiatique dont elle est frontalière. La Russie présente en effet cette particularité d'être bicontinentale, eurasiatique et donc le lien mais aussi la protection du continent européen face à l'Orient, qu'il soit turc, chinois ou d'Asie centrale. On peut considérer effectivement que l'avenir de l'Europe ne réside pas dans une Union Européenne d'intégration dont la politique d'élargissement suit le calendrier fixé à Washington mais dans une Confédération européenne des nations rivalisant et coopérant amicalement avec la Russie. Selon Marc Rousset, cette union géopolitique présente toutes les caractéristiques d'un nouveau départ stratégique, politique mais également économique et moral. Un idéal de redressement selon l'auteur peut amener au sursaut nécessaire à une démographie en expansion, au développement de l'économie et de son industrie, au rayonnement de sa culture et des technologies, à une politique de défense puissante et autonome. Au regard des derniers événements tragiques frappant le continent en raison de l'action de l'OTAN et de la mise à disposition des États-Unis des instruments de puissance européens, le choix apparaît aisé vers la constitution d'une authentique union confédérale européenne, respectueuse des souverainetés et des identités nationales. Marc Rousset, relève les intérêts et l'avenir communs à la Russie et l'Europe qui devraient convaincre leurs dirigeants d'orienter leurs politiques vers l'établissement de relations équilibrées et fructueuses dénuées des arrière-pensées hégémoniques soufflées de Washington.

RP



**Laurence BADEL**

***Écrire l'histoire des relations internationales  
Genèses, concepts, perspectives XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle***

Armand Colin, 2024, 296 pages

On confond parfois les relations internationales et l'histoire des relations internationales. À tort, précise l'auteure, titulaire de la chaire d'histoire des relations internationales à Paris Panthéon-Sorbonne, car le premier terme désigne le cadre conceptuel élaboré par divers savants cherchant à expliquer leur fonctionnement, ce dans un but *policy oriented*, en vue d'une aide à la décision. Le second relève de l'histoire, et a remplacé, à partir des années 1920/30-1950, la traditionnelle histoire diplomatique qui se cantonnait à l'étude des cours royales, des chancelleries, et principalement des traités, devenus pratique courante à compter des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. Alors que l'histoire diplomatique était le fait des juristes ou des diplomates et historiens, les relations internationales furent l'apanage des spécialistes de sciences politiques ou des analystes du comportement des États. C'est lors de la Première Guerre mondiale et après que la sous-discipline des relations internationales a commencé à émerger, en tentant de justifier l'action des puissances en guerre, puis lors des négociations du Traité de Versailles (1919). La première chaire de relations internationales fut créée à l'University College of Wales à Aberystwyth avec l'appui d'un mécène (pratique peu courante encore de nos jours en France) aux Pays de Galles en 1919 ; puis la London School of Economics en institua une en 1924. En 1922, Pierre Renouvin, le père de l'histoire des relations internationales en France, commença à enseigner à la Sorbonne l'histoire de la guerre non des relations internationales.

Déjà les premiers think tanks virent le jour. Le Council on Foreign Relations, fondé en 1921, sur l'initiative du colonel Edward Mendell House, éminence grise du Président des États-Unis Woodrow Wilson, composé d'environ 5 000 membres issus du milieu des affaires, de l'économie et de la politique, siégeant à New York ; il est considéré comme l'un des *think tanks* les plus influents en politique étrangère. Il publie une revue bimensuelle, *Foreign Affairs*. Il fut suivi par le Royal Institute of International Affairs, institué en 1926, qui est logé à *Chatam House* dont il tire son appellation courante. À Genève fut créé en vue de former les futurs fonctionnaires internationaux de la SDN, en 1927, l'Institut universitaire des hautes études internationales (IUHEI) alors qu'en France il a fallu attendre 1935 pour que le Centre de politique étrangère, ancêtre de l'IFRI (Institut français de relations internationales) vit le jour.

Nous avons distingué les Relations internationales de l'histoire diplomatique et celle des relations internationales. Depuis les dernières années du xx<sup>e</sup> siècle on parle et on met en avant l'histoire transnationale et l'histoire du monde, ce qui impose d'opérer un décentrement par rapport à la vision exclusivement européen et atlantico centrée des relations internationales, qui depuis belle lurette ne sont plus cantonnées dans les chancelleries, les grands hôtels, les salles de conférence des organisations internationales – tous lieux encore européens (Paris, Strasbourg, Bruxelles, Genève, Vienne) ou nord-américains (New York, Washington), mais sont descendues dans la rue ou ont envahi les places (Maidan, Tahrir, Tiananmen, etc).

Procéder à l'étude des relations internationales, Laurence Badel, l'explicite avec érudition tout au long de ces pages c'est dépasser l'étude d'archives, certes toujours essentielle, mais en la croisant aux multiples sources orales, visuelles, écrites, susurrées, sous entendues, suggérées, proclamées, manipulées. Bref sortir de ce vaste chaos, non la vérité, mais au moins une vision partagée sinon consensuelle. D'où l'ampleur de la tâche quasi impossible à l'âge du numérique. Lorsque l'on apprend qu'un satellite CSG Musis (Multinational Space-based Imaging System for Surveillance, Reconnaissance and Observation – en français : système multinational d'imagerie spatiale pour la surveillance, la reconnaissance et l'observation) est un programme de satellites de détection initialement commun à la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Grèce et l'Italie, puis développé dans un contexte franco-français avec des partenariats bilatéraux, qu'un tel satellite recueille chaque jour 1,5 trillion (mille milliards) d'octets d'image (300 DVD) et qu'un Rafale à lui\* tout seul enregistre 40 trillions par heure, on reste pantois ! certes tout n'est pas utilisable, même pour la guerre de haute intensité dirigée de plus en plus par l'IA (Intelligence artificielle), mais à une échelle beaucoup plus réduite, comment capter les rumeurs, les émotions, les signaux, les actions, les interactions d'une planète de plus de 8 milliards d'hommes et de femmes dont les actions individuelles et collectives se répandant et impriment tôt ou tard leur marque sur la marche du temps.

Heureusement la tâche de l'internationaliste est plus simple que l'on pourrait le supposer. Elle consiste à dégager des temporalités, les âges, les siècles, les ères, plus prosaïquement les époques et de relier les événements entre eux. Les grandes dates pivots, 1814 ? 1848, 1870, 1898, 1905, 1914-1918, 1929, 1933, 1939-1945, 1947, 1953, 1960, 1962, 1969, 1973, 1979, 1989, 1991, 1998, 2001, 2008, 2014, 2022 (nous laissons au lecteur le soin de les déchiffrer) sont-elles conçues en tout temps et tout lieu de la même façon ? Quels sont les zones, les grands à prendre en compte : l'Orient étant multiple, Proche, Moyen, Extrême...

Quel sens donner aujourd'hui aux notions classiques d'indépendance, de souveraineté (Poutine insiste constamment sur cette notion), frontières, murs, ponts, maison (maison commune européenne), cercles (l'Europe à géométrie variable, à la carte, en cercles concentriques, etc). On a déjà parlé des sites et des espaces, qui sont autant de spatialisations du temps. Les lieux internationaux, je dirai que c'est là où se rencontrent, se confrontent, s'observent ou coopèrent des forces, des idées, des intérêts, des émotions émanant de la multitude des acteurs internationaux, États, organisations internationales, firmes multinationales, Églises, syndicats, ONG, groupes d'intérêts divers. Leur action peut être éphémère, ponctuelle, durable, institutionnalisée. Tout ceci, au moment où l'Occident perd de son hégémonie, impose de redéfinir la vieille notion de centre et de périphéries, les faubourgs de l'histoire du Nobel mexicain Octavio Paz, s'ils n'ont pas disparu, se sont déplacés.

Les métaphores abondent dans le discours international, le corps implique le lien, les saisons sont les marqueurs du temps, « printemps des peuples », le dégel du roman d'Ehrenbourg a désigné la période d'après la mort de Staline.

Quelle histoire internationale doit-on écrire après le retour de la guerre sur le continent européen, avec franchissement de frontières. Sauf miracle, effondrement d'un des combattants ou cataclysme planétaire, la guerre en Ukraine aura des chances de se prolonger au-delà de (qui et où) la fin de la Seconde Guerre mondiale dont les souvenirs et les tropes s'entremêlent. Y a-t-il encore une grammaire commune entre chercheurs, acteurs ou observateurs de la scène internationale, ceux de l'Occident collectif, ceux du Sud global ou ceux de l'Orient des autocrates ? Quel ordre international convient-il de bâtir, de transformer, d'adapter aux nécessités de l'heure ? Le cœur des relations internationales, c'est-à-dire le fil complexe des relations entre individus, groupes et espaces, peut-il être préservé ? Redoutable défi à l'heure de la démondialisation et de la désoccidentalisation, de la multiplication des phénomènes sociaux, dont les migrations ou le trafic de drogues ne sont que le haut de l'iceberg, sur la toile de fond du changement climatique qui s'accélère.

Eugène BERG





**Richard WERLY et François d'ALANÇON**

*Le bal des illusions*

*Ce que la France croit, ce que le monde voit*

Grasset, 2024, 330 pages

Écrit par François d'Alañçon et Richard Werly, deux journalistes chevronnés, le premier grand reporter a été chef du service étranger de *La Croix*, le second, après une longue carrière au *Temps* est devenu chroniqueur sur Arte, France 24, TV 5 Monde, LVP, Public Sénat et RTL, cet ouvrage, tour à tour corrosif, ironique, explore à l'aide de nombreux entretiens conduits à l'extérieur, le regard que l'on porte sur l'Hexagone vu du dehors. Sommes-nous prisonniers de cet héritage d'une culture prestigieuse, succombons-nous à la nostalgie de la grandeur ? Pourquoi nos présidents se complaisent tant dans les commémorations ? Hôte des Jeux olympiques d'été 2024, avec les projecteurs du monde entier braqués sur lui, le pays de Richelieu, Louis XIV, Napoléon, Talleyrand, Clemenceau, de Gaulle, Mitterrand n'est pas pour autant condamné à perdre sa puissance et son aura. Alors comment va vraiment la France ? Les deux auteurs ont posé cette question à Washington, Singapour, Bruxelles, Genève, Berlin, Varsovie, Bangui, Rabat, Athènes, New Delhi, Sao Paulo... Partout, leurs interlocuteurs l'ont confirmé: celle-ci a encore un rôle à camper sur la scène internationale. Sa stature est enviée, sa parole attendue, à condition qu'elle ouvre les yeux sur elle-même et sur le monde. Sa spécificité vient du fossé entre la croyance de sa puissance et sa réelle influence. Au début des années 2000, la France pouvait encore faire coïncider ses ambitions avec ses moyens. Aujourd'hui ce n'est plus le cas.

« *Regarder la France comme si on n'en était pas* » écrivait Charles Péguy. Tel a été le fil rouge des deux auteurs. Ils ont enquêté, en donnant en priorité la parole à ceux qui l'observent depuis l'étranger. Leur attention démontre que le décalage entre les perceptions françaises et les vérités internationales n'a peut-être jamais été aussi grand

Certes, comme on ne cesse de le proclamer, la France jouit d'un siège permanent au Conseil de sécurité, et elle est une puissance nucléaire ; munie de plus de têtes nucléaires (quelque 300) que la Chine laquelle vient de l'égaliser avant de tripler son arsenal d'ici 2030. De même, Paris a disposé du troisième réseau diplomatique mondial, après celui des États-Unis et de la Chine. Mais depuis 2016, la France a fermé 18 ambassades, consulats et autres représentations dans le monde. Avec 274 représentations (contre 271 pour Washington), la Chine se trouve en tête du dernier classement bisannuel établi par le groupe de réflexion australien Lowy

Institute, et ceci pour la troisième fois. « Le volontarisme chinois a inspiré depuis quelques années déjà la Turquie de l'ambitieux président Erdogan, qui a inauguré 24 ambassades, consulats et autres représentations depuis 2016... » Résultat : la troisième place du palmarès, longuement occupée par Paris, revient dorénavant à Ankara avec 252 représentations diplomatiques (contre 249 pour la France, derrière le Japon, avec 251). « La priorité a durablement été de réduire les coûts au Quai d'Orsay, en supprimant des consulats et des instituts culturels, et en ouvrant moins de postes de diplomates ». Le palmarès du Lowy Institute envoie un signal inquiétant : sur la scène internationale, la France régresse. Difficile, dès lors, de gagner en capacité d'influence et de convaincre les autres États que la France, comme le défend Emmanuel Macron, peut s'imposer comme une « puissance d'équilibre ».

Selon l'image des auteurs, la France continue de bénéficier d'une place privilégiée dans le « lounge classe Affaires » du grand aéroport mondial. Cependant, elle se retrouve souvent en classe « Premium » plutôt qu'en classe affaires, car sa capacité à mettre en œuvre les solutions qu'elle préconise est limitée. Cela dit a-t-elle encore les moyens de jouer dans la cour des grands pour ce qui en est de l'ultima ratio, la force militaire. Si l'on compare les chiffres de la dernière loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2024-2030, soit une enveloppe de 413 milliards d'euros (+ 40 % par rapport à la précédente LPM 2019-2025 d'un montant de 295 milliards) le progrès est substantiel. Mais la quasi-totalité de cette hausse ne représentera qu'un effet de rattrapage et de l'inflation. On revient en effet de loin avec des suppressions de postes se montant à 34 000 de 2015 à 2019, ce qui a réduit le format de l'armée française à 242 000 personnes, dont 187 000 militaires, une sorte d'armée « bonzai » au regard des grandes puissances armées de la planète – la Russie envisage de porter ses effectifs complets de 1 à 1,5 millions. Que l'on en juge alors que dans les années 1990 le budget cumulé des Armées, de l'Intérieur et de la Justice, toutes fonctions régaliennes équivalaient à 4,5 % du PIB soit en équivalant 83 milliards d'euros, ce chiffre est tombé dans les années 2000 à 2,8 % soit 50 milliards d'euros. En 2019, le budget militaire ne représentait que 1,7 % du PIB en deçà du chiffre de 2 % exigé par l'OTAN. Ceci se traduisait par une diminution de l'entraînement insuffisant par rapport aux normes de l'OTAN (150 heures de vol pour les pilotes de chasse et d'hélicoptères contre un minima de 180 heures, 86 jours en mer pour les marins contre un minimum de 100 jours.

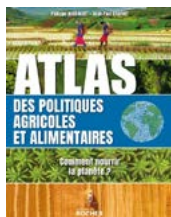
Autres réalités qui font mal alors que les effectifs de la DGSE s'élèvent à 7000 agents, l'équivalent pour la Chine, selon Bernard Émié son dernier Directeur, sont de 200 000. Le budget du renseignement a beau avoir été doublé, passant de

500 millions à un milliard d'euros de quel poids pèse-t-il par rapport à la communauté américaine du contre-espionnage qui en 2018 atteignait 81,5 milliards de dollars. Un rapport du Sénat, publié en février 2022, compare les cinq patrouilleurs français destinés à assurer la protection de la Zone économique exclusive française, supérieure à 10 millions de km<sup>2</sup> – la seconde du monde, à deux voitures de police surveillant l'ensemble du territoire métropolitain.

Alors, à quand l'indispensable sursaut ? Et si l'orchestre cessait de jouer, à Paris, le bal aux illusions ? Pour espérer danser avec le monde, la France doit affronter la redoutable valse des réalités. Le ministre de l'Économie est-il encore crédible, lui qui publie *La Voie française* et préconise maintenant la rigueur ? L'Espagne et l'Italie ont fait d'énormes efforts en matière de finances publiques. La France a suivi le chemin inverse. L'endettement explose. Comment la France va-t-elle pouvoir défendre l'idée que l'UE adopte un plan d'endettement en commun pour financer l'aide à l'Ukraine et des projets de défense au niveau européen ?

Pourtant tout n'est pas perdu, car elle occupe la première place internationale dans l'industrie du luxe, elle demeure la première destination touristique mondiale, elle est le quatrième pays recevant le plus d'étudiants étrangers, et le cinquième pour l'accueil des investissements directs étrangers (IDE). Enfin elle vient de ravir à la Russie avec une part de marché de près de 12 % contre 11 % sa seconde position de vendeur d'armes dans le monde.

Eugène BERG



**Philippe DUCROQUET, Jean-Paul CHARVET**

*Atlas des politiques agricoles et alimentaires.*

*Comment nourrir la planète ?*

(réalisation cartographique Laura Margueritte), Paris,

Le Rocher, 2024, 248 p.

Sous-nutrition mais progression de la production agricole globale, conditions naturelles spécifiques, pressions démographiques mais également évolution des niveaux de vie (transition alimentaire), réserves de terres cultivables mais compétition et dépendance vis-à-vis des échanges au niveau mondial, tous ces éléments spécifiques de la sécurité alimentaire sont souvent cités sans être explicitement élucidés. L'ouvrage sous forme d'atlas de Philippe Ducroquet, Jean-Paul Charvet et Laura Margueritte s'efforce à la fois de faire comprendre aux lecteurs la nature des composantes de la sécurité alimentaire mais aussi de projeter la réflexion au niveau de la prospective. Le bouleversement de la situation

géopolitique récente a remis au centre des défis les plus urgents la question de la sécurité alimentaire et les auteurs de cet atlas sont des spécialistes de la question. Philippe Ducroquet est en effet économiste et ingénieur en agriculture, titulaire d'une maîtrise en économie alimentaire et d'un doctorat en géographie et a dirigé plusieurs sociétés agroalimentaires à l'étranger, notamment en Afrique ; Jean-Paul Charvet, est quant à lui, agrégé et docteur d'État en géographie (professeur honoraire de l'université Paris Nanterre et membre de l'Académie d'agriculture de France), et est l'auteur de nombreux ouvrages sur les questions agricoles et alimentaires. Il est tout à fait fascinant de constater que la faim était en recul jusqu'en 2014 avec 600 millions de personnes touchées, alors qu'elle en concerne actuellement 800 millions, soit 10 % de la population mondiale, et affecte plus de 20 % de la population africaine. S'ajoutant aux crises et aux conflits de toutes sortes, inter-étatiques mais aussi internes aux États, guérillas et hybrides, la question de la gouvernance inadaptée des politiques agricoles se pose avec acuité et notamment l'accession nécessaire vers l'autonomie grâce à la souveraineté. Les auteurs proposent pour mieux étudier la question une sélection qui comprend huit pays d'État d'Afrique subsaharienne (p. 36-85), six pays de la zone MENA Moyen-Orient Afrique du Nord (p. 86-123), cinq pays d'Asie (p. 124-155), quatre pays d'Amérique latine (p. 156-183), deux pays d'Europe de l'Est Ukraine et Russie (p. 210-217) et cinq entités « occidentales » Australie (184-189), Canada (p. 190-195), États-Unis (p. 196-202), Japon (204-209) et Union européenne (p. 218-225). Trente pays sont passés en revue sans excès de synthèse et la préface observe que les auteurs s'engagent à s'attacher aux tendances longues pour disposer des outils et des « clefs de compréhension indispensables à la cristallisation des dynamiques à l'œuvre ». Ce très bel atlas iconographique, cartographique et possédant de nombreux tableaux, « offre un classement comparatif des potentialités et des capacités des états sélectionnés, sur la base d'une méthodologie commune est établi spécifiquement pour cette recherche » (p. 7). Le chapitre consacré aux définitions des composantes de la sécurité alimentaire est passionnant (p. 14-35). À chaque situation une recension des prérequis pour le choix spécifique d'une politique agricole la plus adaptée et efficace. Les auteurs ont tenu à insérer dans cet immense travail d'investigation, une partie prospective, « Résultats et perspectives » pour chaque zone radiographiée ainsi qu'un chapitre de tableaux et de graphiques pour dresser un bilan par continent (p. 226-231). Les raisons des réussites et des échecs des politiques agricoles et alimentaires sont analysées et les réorientations potentielles pour plus d'efficacité clairement mises en perspectives. Parmi les constats prospectifs les plus remarquables on peut citer : pas de politique

efficace sans qu'un État (sûr est respecté) associe les agriculteurs à l'élaboration et au développement des stratégies agricoles ; l'équilibre entre « options libérales et options protectionnistes évolue et varie selon les pays en fonction de leurs originalités socio-économiques, naturelles, historiques et culturelles ». Ouvrage idéalement iconographié et cartographié qui saura convaincre ses lecteurs de la nécessité d'une analyse équilibrée et nuancée de la question de la sécurité alimentaire.

Renaud PONANT



**Jacques HOGARD**

*La guerre en Ukraine.*

*Regard critique sur les causes d'une tragédie*

Paris, Hugo Document, 300 pages

C'est la parole d'un expert sur un dossier où l'incompétence l'a, le plus souvent, disputé au ridicule et à l'odieux et c'est pourquoi cet ouvrage est indispensable. Jacques Hogard s'exprime du haut de son expérience d'officier de Légion et au sein d'états-majors opérationnels. Il y ajoute deux commandements sensibles : celui du Groupement de la légion étrangère lors de l'opération Turquoise au Rwanda en 1994 et du Groupement interarmées des forces spéciales françaises déployé en Macédoine puis au Kosovo. Il dirige actuellement une société d'intelligence stratégique, de diplomatie d'entreprise et d'ingénierie de sûreté à l'international. Son ouvrage, qui est très pertinemment scindé en trois parties égales rappelant le contexte, puis les causes profondes et enfin les conséquences de cette tragédie européenne qu'est le conflit en Ukraine, ne reprend aucune information qui n'ait été étayée et analysée et c'est pourquoi son regard sur les causes de la tragédie ukrainienne est critique et s'écarte du discours dominant. Jacques Hogard propose tout d'abord un compte-rendu fidèle du contexte général précédent le coup d'État de la place Maïdan (p. 23 et *sq.*), l'action de l'Otan en Europe ces trente dernières années (p. 34 et *sq.*) et la situation intérieure ukrainienne (p. 40), rappelant que le programme de Volodymyr Zelenski aux élections et « qui lui assura la victoire, comportait trois promesses essentielles : mettre fin à la corruption, mener l'Ukraine sur le chemin du progrès et du développement et surtout ramener la paix dans l'est du pays, avec les russophones du Dombass ». Tous les observateurs de la question ukrainienne savent que ni la corruption, ni le système oligarchique, ni la pauvreté n'ont fait l'objet d'une action de la part du dirigeant ukrainien mais que c'est notamment l'humiliation des habitants du Dombass, la loi sur l'interdiction de la langue russe puis les bombardements incessants par l'armée ukrainienne de

2014 à 2022 sur les populations civiles de Donetsk (14 000 morts selon l'OCDE) qui ont créé les conditions du déclenchement du conflit, sorte de prolongement des affrontements préalables dans le Donbass que n'ont pas voulu résoudre ni le gouvernement Zelenski, ni les Occidentaux et pour cause puisque la chancelière allemande Merkel et le président français Hollande ont bien indiqué que toutes les actions diplomatiques engagées n'étaient que de l'habileté pour camoufler la préparation de l'armée ukrainienne au combat. L'auteur plonge son lecteur dans l'analyse en profondeur des forces, notamment géopolitiques, en présence. Il s'agit bien d'un conflit à multiples facettes qui requiert une maîtrise du discernement pour ne pas tomber dans la désinformation, ni les mensonges (p. 69) habituels en temps de guerre où la propagande remplace l'approche objective du conflit par les observateurs ; l'auteur reprend à cet égard la grille de lecture générique d'Alvin et Heidi Toffler cités par Vladimir Volkoff en ce qui concerne les opérations de désinformation : 1/ l'accusation d'atrocités 2/ le gonflement hyperbolique des enjeux 3/ la diabolisation ou la déshumanisation de l'adversaire 4/ la polarisation 5/ la metapropagande. Du fait de ses anciennes responsabilités opérationnelles sensibles, l'auteur a été confronté à nombre d'opérations de désinformation de ce type et il nous en décrypte remarquablement toutes les facettes, en analysant par exemple le cas du sabotage des gazoducs Nordstream. Le fil rouge de l'ouvrage de Jacques Hogard est bien l'implication d'abord sous-terrain puis explicite des Anglo-saxons dans le déclenchement puis la poursuite de la guerre. Poursuite ? Deux mois seulement après le début de l'offensive russe, le gouvernement ukrainien sollicite des négociations ainsi rappelées par le négociateur en chef ukrainien lui-même, Davyd Arakhamia, également un des principaux conseillers du président et cité par Jacques Hogard (p. 84-85) : « la guerre aurait pu prendre fin au printemps 2022 si l'Ukraine avait accepté la neutralité. L'objectif de la Russie était de faire pression sur nous pour que nous soyons neutres. C'était l'essentiel pour eux : ils étaient prêts à mettre fin à la guerre si nous acceptions la neutralité, comme l'a fait autre fois la Finlande. Et que nous nous engageons à ne pas adhérer à l'OTAN. C'est l'essentiel (...). Après notre retour de Istanbul, Boris Johnson s'est rendu à Kiev et a déclaré que nous ne devons rien signer avec les Russes et poursuivre le combat ». Devant l'histoire, cette « responsabilité anglo-saxonne dans la poursuite et l'amplification de la guerre est, selon Jacques Hogard, terrible ». Cette opposition Russie/monde anglo-saxon, l'auteur la décrit également comme civilisationnelle et bien antérieure au conflit ukrainien : depuis les années 1990, en effet, le décalage est allé croissant entre une Russie se réattribuant l'héritage spirituel et culturel fondé sur le temps long et l'évolution rapide du monde

occidental vers un progressisme sociétal uniformisé et contraignant jusqu'aux dispositions les plus précises du droit. Enfin, l'élargissement croissant de l'OTAN et de l'Union européenne puisque selon le secrétaire-général de l'OTAN, ils sont « les deux faces d'une même pièce » (cit. p. 74-75), au mépris des demandes russes d'une organisation pan-européenne de sécurité est une cause qui vient s'ajouter aux précédentes. Ce qui se passe en Ukraine s'apparente aujourd'hui à une défaite sur le terrain militaire des néoconservateurs américains et anglais qui est de moins en moins niée et dont la victime démographique, territoriale, économique et politique est l'Ukraine. Washington aura au moins réussi à couper l'Europe occidentale de sa sœur slave mais pour combien de temps, car l'Union européenne qui est garante de ce scénario, devrait également être considérablement affaiblie à l'issue du conflit. Jacques Hogard rappelle magistralement les conditions de la fin de ce drame européen, notamment par le retour à l'équilibre diplomatique fondé sur les souverainetés et, en premier lieu, celle française.

RP